



# Précarité étudiante : l'État doit prendre ses responsabilités !

Vendredi 8 novembre, un étudiant, membre de Solidaires Etudiant-e-s, acculé par les difficultés financières, a tenté de s'immoler par le feu devant le CROUS de Lyon. Des rassemblements et actions diverses contre la précarité, auxquels ont participé nos organisations, chacune à sa manière, ont suivi.

## Un gouvernement aux abonnés absents

Après une semaine de silence coupable et la sortie d'un communiqué relevant d'une certaine indécence envers les étudiant-e-s précaires, le gouvernement nous a proposé une rencontre avec M. Attal, secrétaire d'État à la jeunesse, puis avec Mme Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation à son retour d'Antarctique. Cette dernière a annoncé des mesures largement insuffisantes ce mardi (avant même d'avoir rencontré la totalité de nos organisations). **Il nous semble ainsi que le gouvernement ne semble pas prendre conscience de la gravité structurelle de la situation qui a amené au drame du 8 novembre.**

**Nous, organisations syndicales étudiantes, nous sommes réunies le lundi 18 novembre en intersyndicale étudiante afin de se mettre d'accord sur un ensemble de revendications communes à faire valoir largement lors de la suite de la mobilisation.** Cette volonté de travail commun est issue de la constatation de l'urgence du problème de la précarité étudiante et d'un constat commun : celui du démantèlement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ainsi que des services sociaux aux étudiant-e-s. Le gouvernement a ainsi diminué nos APL avant de les geler alors que les loyers continuent d'augmenter. Dans le même temps celui-ci a gelé nos bourses pendant deux ans avant de les revaloriser très faiblement, a supprimé l'Aide à la Recherche au Premier Emploi, créé la CVEC, nouvelle taxe étudiante qui augmente chaque année car elle est indexée sur l'inflation et en 2019 a augmenté le prix du restaurant universitaire. Face à cela, **les annonces faites par Frédérique Vidal mardi 19 au matin sont largement insuffisantes pour répondre à la précarité que nous subissons.**

## Des revendications d'urgences et structurelles contre la précarité étudiante

Nos organisations estiment qu'**il faut des réformes structurelles à une précarité étudiante devenue structurelle, précédées d'une action urgente et immédiate** pour que de telles tragédies ne se reproduisent pas.

Au minimum, nous revendiquons :

- **Une augmentation** importante d'au moins 20% **des bourses étudiantes** dans le cadre d'une revalorisation immédiate et d'une réforme en profondeur du système.
- **L'augmentation du nombre de logements en cité universitaire** afin d'atteindre rapidement un objectif d'au moins 10% des étudiant-e-s en logement CROUS
- **Dès aujourd'hui, le gel puis la baisse des loyers** en cité universitaire, **l'application de baux tels que ceux des HLM** (contre l'absence de droits actuelle) ainsi que la mise en place de **l'encadrement des loyers dans toutes les villes en tensions**

- **Des moyens financiers et humains pour les services de santé universitaires et les CROUS** : les moyens doivent être mis pour recruter des personnels médicaux (notamment en matière de santé psychique) et des assistantes sociales
- Le gel du ticket RU et **la prise en charge par l'état à plus de 50%** du coût du ticket RU
- **Les mêmes droits pour tou-te-s les étudiant-e-s, sans discrimination de nationalité et d'âge**, ce qui implique l'abrogation des frais différenciés pour les étudiant-e-s étranger-e-s ne provenant pas d'un pays de l'UE.
- Que **l'inscription à l'université donne automatiquement droit à une carte de séjour** de manière effective.

Nous demandons à moyen terme :

- La construction massive de cités universitaires et la restauration de l'ensemble des logements insalubres afin de garantir un réel droit au logement aux étudiant-e-s
- L'ouverture de nouveaux centres dans les lieux d'études qui en sont dépourvus
- **La suppression du Service National Universel et un investissement de même hauteur dans l'enseignement supérieur et la recherche.**
- **Que l'État assure des conditions matérielles de vie dignes à tou-te-s les étudiant-e-s**

**Pour faire entendre nos revendications,  
continuons la mobilisation !**

Nos organisations appellent, d'ici au 5 décembre, à accentuer la pression sur le gouvernement afin qu'il mette en œuvre d'une part un plan d'urgence, d'autre part une politique structurelle de résorption de la précarité étudiante, afin que l'État assure des conditions matérielles de vie dignes à tou-te-s les étudiant-e-s. **Elles appellent à multiplier les actions sur le terrain, notamment lors d'une journée nationale d'actions et de mobilisation le 26 novembre.**

**L'intersyndicale étudiante du 18 novembre 2019**

Alternative ESR – FAGE – FSE – Solidaires Étudiant-e-s - UNEF